

*Les crédits*

Je peux comprendre le cynisme du Bloc québécois parce que je suis allée au Québec et c'est probablement dans cette province que les jeunes que nous avons consultés ont été les plus enthousiastes pour notre Service jeunesse. Ces jeunes étaient des sans-emploi, des personnes aux prises avec la justice et des jeunes contrevenants, des itinérants et des organismes s'occupant des jeunes sans abri. Ils étaient très enthousiastes et ils nous ont fait part de leur appui.

Pour les gens dans le besoin, toutes les possibilités, mêmes modestes, sont bonnes à saisir. Les jeunes Québécois ne rejettent aucune des possibilités qui leur sont offertes, qu'elles s'offrent à une seule personne ou à 20. Les jeunes ont été très enthousiastes. Que le député l'admette ou pas, toute possibilité vaut de l'or.

Nous n'avons jamais prétendu connaître des solutions miracles et je félicite notre premier ministre parce qu'il est remonté à la source. Nous savions quelles étaient les préoccupations. Nous savions que nous ferions face à beaucoup d'hésitations, mais il n'est jamais facile de changer les choses. Le changement ne se fait pas sans douleurs. Le changement s'accompagne toujours de difficultés et de controverses, et nous n'avons pas peur de faire face à la musique. Nous savons qu'il n'existe pas de méthode sans douleur lorsque l'on veut faire des changements qui apporteront des gains à long terme.

Entre temps, le gouvernement est prêt à faire face aux réactions que nous avons eues. Nous sommes prêts à quelques sacrifices à court terme pour réaliser des gains importants à long terme. Nous savons qu'il n'y a aucun moyen d'éviter les difficultés pour arriver au but. Nous n'avons jamais dit que nous avions des solutions miracles, mais nous croyons que les Canadiens et les Canadiennes qui le veulent peuvent profiter des possibilités que nous créons.

Nous, les politiciens, avons peut-être tendance à décider par extrapolation ce qui est bon pour le peuple, mais, lorsqu'il s'agit d'emplois, nous n'avons pas le droit d'improviser. Les jeunes veulent leur chance. Ils nous l'ont dit. Ils appuient nos programmes avec enthousiasme.

Nous vous entendons réclamer des emplois et exprimer vos préoccupations pour les petites et les moyennes entreprises. Cela était dans notre programme électoral. Nous n'avons jamais promis le paradis aux Canadiens parce que nous connaissions les problèmes qui existaient au moment de notre élection. Nous avons promis de nous engager à fond. Nous avons promis de travailler d'arrache-pied. Nous avons promis de consulter. Nous avons promis de tenter de créer des possibilités pour les gens qui peuvent se prendre en mains eux-mêmes, et pas de faire à leur place ce qu'ils peuvent faire mieux que nous.

C'est la voie que nous avons choisie et j'aimerais que le député nous appuie dans nos initiatives.

**M. Dick Harris (Prince George—Bulkley Valley):** Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt la députée décrire encore un autre programme.

Personne ne peut nier que nous avons un problème grave dans notre pays en ce qui concerne les jeunes chômeurs. C'est un fait dont je suis pleinement conscient. Je crois que, d'une façon, le gouvernement a ses priorités. La députée a mentionné que le gouvernement avait mis de l'ordre dans ses priorités. À mon

avis, le gouvernement n'a pas réussi à mettre de l'ordre dans ses priorités.

• (1110)

Durant la période précédant les élections, le parti actuellement au pouvoir a fait des recherches pour découvrir la cause du manque d'emplois dans notre pays. Le message qui lui a été communiqué par les créateurs d'emplois au Canada, dont la majorité sont des petites et moyennes entreprises, c'est que la rançon des affaires est simplement trop élevée dans ce pays. Le fait que le gouvernement ait négligé et continue de négliger les problèmes financiers du Canada a entraîné des hausses d'impôts et a fait monter les prix et la rançon des affaires.

Ce n'est pas en accroissant le nombre de programmes gouvernementaux qu'on créera plus d'emplois. Il existe un lien direct entre le déficit, les problèmes financiers de notre pays et le chômage. Si le gouvernement n'est pas certain de cela, qu'il aille poser la question à ceux qui créent et qui créeront des emplois dans notre pays, c'est-à-dire les petites et moyennes entreprises.

Non, ce n'est pas en mettant en place encore plus de programmes qu'on arrivera à régler le problème du chômage chez les jeunes et chez les Canadiens en général. Le fait est qu'il n'y a pas d'emplois dans notre pays, et c'est parce que les petites et moyennes entreprises sont si incertaines au sujet des impôts qu'elles devront payer et de ce qu'il leur en coûtera pour faire des affaires à l'avenir qu'elles n'osent tout simplement pas prendre de l'expansion. Les investisseurs n'investissent pas parce qu'ils ne savent pas combien ils devront payer en impôts. Les consommateurs ne dépensent pas parce qu'ils craignent que le gouvernement n'arrive pas à mettre de l'ordre dans ses affaires financières. Nos diplômés d'université sont obligés d'aller chercher des emplois dans les restaurants McDonald. Notre main-d'œuvre a toutes les compétences nécessaires, mais il n'y a pas d'emplois.

Je propose à la députée que son gouvernement réexamine ses priorités et commence par réduire le fardeau fiscal des petites et moyennes entreprises pour les encourager à créer des emplois.

La solution n'est pas de mettre sur pied encore plus de programmes sociaux, mais c'est là la philosophie du gouvernement. Cela a commencé il y a 30 ans, à une époque où nous n'avions pas de déficit et où notre dette était encore à un niveau acceptable. À cause de cette philosophie, les jeunes en sont venus à ne pas s'en faire, à ne pas prendre leurs responsabilités étant donné qu'ils pouvaient compter sur les programmes sociaux du gouvernement. C'est la générosité des programmes sociaux qui a fait naître cette attitude chez les jeunes d'aujourd'hui. Pourquoi travailler quand on peut compter sur le gouvernement?

Le gouvernement devrait se tourner du côté d'où viennent les emplois, soit du côté des petites et moyennes entreprises. Qu'il s'attaque aux problèmes que les dirigeants de petites et de moyennes entreprises lui communiquent, et les nouveaux emplois viendront par la suite.

**Mme Blondin—Andrew:** Monsieur le Président, je constate qu'il y a une différence de visions à cet égard. Nos priorités sont bien fondées; nous voulons créer des emplois, nous voulons donner aux gens les moyens de se débrouiller. Investir des ressources pour améliorer la vie des jeunes âgés de 18 à 24 ans qui sont en chômage ou qui ont quitté l'école ne constitue pas à notre avis un piètre investissement. Nous croyons plutôt que nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas le faire parce que ces jeunes constituent un véritable boulet pour le filet de sécurité